

Bouches-du-Rhône : Comment sont scrutés les risques industriels du pourtour de l'étang de Berre

INDUSTRIE Le pourtour de l'étang de Berre est la seconde concentration françaises de sites industriels comportant des risques. Après l'incendie qui continue de ravager un centre de tri de déchets de Saint-Chamas, se pose la question de la gestion des risques



Alexandre Vella [Twitter](#) | Publié le 09/01/22 à 09h35 — Mis à jour le 09/01/22 à 09h35



Le site de Saint-Chamas, après le gros de l'incendie — *Nicolas TUCAT / AFP*

- L'incendie d'un centre de déchets de Saint-Chamas rappelle que les activités qui bordent le pourtour de l'étang de Berre ne sont pas sans risque. C'est d'ailleurs la deuxième concentration en sites Seveso de France.
- Une surveillance citoyenne signale les événements particuliers « une odeur inhabituelle, des picotements, une irritation ».
- Les réseaux sociaux sont une arme pour révéler ces incidents car l'information y circule très vite et les industriels sont contraints d'agir.

Incendie, fuite d'hydrocarbure, torchage... D'incidents bénins en accidents potentiellement dramatiques, les activités industrielles concentrées autour de l'étang de Berre, à l'ouest de Marseille, ne sont pas sans risque. Dernier (triste) exemple en date, l'incendie le 26 décembre dernier d'un centre de tri de déchets à Saint-Chamas. Celui-ci, toujours en cours à l'heure d'écrire cet article, a généré une pollution atmosphérique importante, comparable aux pics de pollution d'une ville comme Pékin. Moins grave, mais tout aussi récent, une fuite d'hydrocarbure, qui « se mesure plus en litres qu'en mètres cubes », indiquait à *20 Minutes* l'industriel, est survenue depuis la raffinerie Total de La Mède. Des événements aux conséquences respectives sans comparaison mais qui incitent à s'interroger sur la gestion des risques de ces derniers.

Le pourtour de l'étang de Berre est, avec une quarantaine d'installations classées, la seconde concentration* de sites Seveso de France, après l'estuaire de la Seine, note la Dreal (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement). Sous les ordres de la préfecture, ses agents effectuent des visites et contrôlent ainsi la sécurité de ces sites industriels. Contactée, la préfecture des Bouches-du-Rhône n'a pas été en mesure en quatre jours de communiquer le nombre d'inspections réalisées en 2021.

Un « manque de transparence de la préfecture », s'inquiète un habitant

Ce qui ne signifie pas pour autant que les autorités n'agissent pas. En septembre dernier, peu après une condamnation du géant de l'aciérie ArcelorMittal pour des émissions de polluants non conformes et un énième incident, la préfecture avait pressé l'industriel à engager « des actions fermes de nature à mettre un terme définitif à ces incidents répétés ». De même, dix jours avant le sinistre du centre de tri de Saint-Chamas, celle-ci avait pris un arrêté, mettant en demeure l'exploitant de revenir à un niveau de stockage inférieur à 1.000 m³ – il y en avait alors près de 30.000 – avant le 31 décembre.

Quelques exemples d'actions qui ne convainquent toutefois pas les habitants exposés. Pascal Teracher, un habitant de Saint-Chamas, estime que « la préfecture n'a pas mis en place ce qu'il fallait pour éviter l'incendie ». Il s'étonne « des autorisations délivrées sans surveillance efficace », et s'inquiète d'un possible « manque de transparence de la préfecture ». « Il peut très bien y avoir eu des déchets dangereux entreposés », estime-t-il. C'est pourquoi, avec un ami ingénieur qui a conçu des capteurs, il a décidé d'effectuer ses propres mesures.

1.488 signalements à Atmosud en 2021

Scruter la pollution dans les airs, voilà ce dont s'occupe Atmosud. « Nous effectuons une surveillance avec les citoyens », explique Dominique Robin, son directeur. Avec la FNE (France nature environnement), ils ont rapidement déployé quelques capteurs dans la zone. Voilà pour les actions une fois les incidents survenus. Mais au quotidien, il s'appuie sur un réseau d'une quinzaine de stations réparties autour de l'étang de Berre et surtout sur la surveillance citoyenne qui peut signaler des événements [à l'aide d'une application](#). « En 2021, nous avons reçu 1.488 signalements dans les Bouches-du-Rhône », détaille Dominique Robin. « Cela peut-être une odeur inhabituelle, une couleur de fumée qui sort de l'ordinaire, des picotements, une irritation... » Lui est plutôt serein sur la révélation des incidents. « Aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, l'information circule très vite. Les industriels n'ont plus trop le choix et on ne peut pas tous les mettre dans le même sac ».

Pour rassurer les habitants et faire le lien avec les industriels et les autorités le SPPPI (secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles) du pourtour de l'étang de Berre a mis en place en 2019, le [dispositif « Réponses »](#) (réduire les pollutions en santé environnement), une action unique en France. « Il s'agit de répondre aux préoccupations, besoins et attentes des habitants. Pour cela une vaste concertation a été lancée dans 21 communes », indique Gwenaëlle Hourdin, sa déléguée générale. Une initiative qui a énoncé « 120 attentes, occasionnant 137 réponses », précise Gwenaëlle Hourdin. C'est ainsi que la SPPPI a pu flécher comme « réponses » divers programmes, allant d'un plan de contrôle alimentaire renforcé, au déploiement sur la zone Golfe de Fos-sur-Mer, au déploiement d'une filière hydrogène en passant par la promotion du vélo.

**Seveso : De seuil haut ou de seuil bas, cette nomenclature permet d'identifier les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs.*
